

---

COMMISSION D'ENQUÊTE SUR L'OCTROI ET LA GESTION DES CONTRATS PUBLICS DANS  
L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

---

Le 30 avril 2015

Les commissaires :

L'honorable France Charbonneau, présidente  
M. Renaud Lachance, commissaire

QUALITAS  
REQUÉRANTE

---

**DÉCLARATION D'INTENTION DE FAIRE DES REPRÉSENTATIONS SUITE À LA  
RÉCEPTION D'UN PRÉAVIS DE CONCLUSIONS DÉFAVORABLES**

**[Art. 84 des Règles de procédures de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des  
contrats publics dans l'industrie de la construction (CEIC)]**

---

PAR LES PRÉSENTES, QUALITAS FORMULE DES REPRÉSENTATIONS ÉCRITES, PAR L'ENTREMISE DE SES PROCUREURS, EN REGARD DE LA CONCLUSION CONTENUE AU PRÉAVIS DE LA CEIC EN VERTU DE L'ARTICLE 82 DATÉ DU 8 AVRIL 2015, SANS POUR AUTANT PRÉSENTER DE PREUVE.

**Préambule**

Qualitas est en désaccord avec la conclusion défavorable faisant l'objet du Préavis en vertu de l'article 82 des *Règles de procédure de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction* contenue à la lettre de la procureure en chef du 8 avril 2015 (le **Préavis**), parce qu'elle est inexacte, eu égard à la manière dont elle est rédigée et eu égard à la preuve qui a été soumise publiquement à la CEIC et dont Qualitas a pu prendre connaissance, et parce qu'elle est non fondée en regard du droit applicable à l'époque des faits.

Par ailleurs, l'on ne saurait passer sous silence la procédure suivant laquelle la CEIC invite la présentation d'une preuve afin de répondre à un préavis de rapport défavorable, dont il est indiqué qu'il « *ne constitue pas une indication que les conclusions seront nécessairement retenues par les commissaires ou feront l'objet du rapport final* » lesquelles conclusions ne sont qu'envisagées par la CEIC, qui pourrait éventuellement les retenir. Une telle invitation de répondre à des conclusions non définitives et simplement envisagées ne donne pas à Qualitas une véritable occasion de se défendre à des conclusions pouvant être formulées à son égard. La décision de présenter une preuve afin de répondre à des conclusions non établies emporte inévitablement le risque immense d'aggraver un préjudice possible à la réputation plutôt que de permettre de le prévenir. Il est légitime de se demander au nom de quel principe juridique reconnu une personne devrait-elle se défendre par anticipation à des conclusions dont il est admis qu'elles ne seront peut-être jamais tirées et qui, de ce fait, demeurent tout aussi spéculatives qu'hypothétiques?

Ainsi, nonobstant l'opportunité que le Préavis semble lui offrir de faire valoir son point de vue et malgré les brèves représentations contenues aux présentes, Qualitas réserve expressément tous ses droits de répondre et de contester, même judiciairement, les conclusions définitives la concernant, s'il en est, qui

seront ultimement retenues par la CEIC, y compris son droit de présenter quant à celles-ci toute preuve pertinente qui pourra, le cas échéant, s'y rapporter.

\* \* \* \* \*

Les représentations de Qualitas en regard de la conclusion de la CEIC, sont en substance les suivantes :

**1. D'avoir participé à un système de collusion entre les laboratoires en ingénierie des sols et des matériaux à la Ville de Montréal en échange de financement politique.**

Cette conclusion potentielle est inexacte en faits et en droit. Sans vouloir faire un débat sur les mots, la collusion s'entend d'une entente secrète visant à tromper un tiers ou en fraude des droits d'un tiers. En matière de concurrence, la collusion est l'entente secrète entre concurrents visant à priver l'ultime bénéficiaire du produit ou du service ou le donneur d'ouvrage d'un véritable marché concurrentiel (voir les articles 45 et 47 de la *Loi sur la concurrence* L.R.C. 1985, c. 34). Or, à la lumière de l'ensemble de la preuve publique soumise à la CEIC, aucun système de collusion n'a existé entre les fournisseurs de services professionnels. Au contraire, c'est le donneur d'ouvrage lui-même, la Ville de Montréal, de concert avec la formation politique au pouvoir, qui a mis en place un système d'octroi de ses contrats aux fournisseurs de services que sont les laboratoires en ingénierie des sols et des matériaux, en contrepartie d'un financement occulte de la formation politique au pouvoir au sein de la Ville. Il n'existe aucune entente entre les fournisseurs qui soit au détriment du donneur d'ouvrage.

Par ailleurs, la preuve exposée devant la CEIC révèle clairement que les fournisseurs de services professionnels qui ne participaient pas au système de partage mis en place par la Ville de Montréal étaient exclus de la majorité des contrats octroyés par cette dernière. Le système mis en place par la Ville de concert avec la formation politique au pouvoir ressemble bien davantage à une forme de chantage par lequel on a monnayé le financement de la formation politique exerçant le pouvoir et octroyant les contrats municipaux qu'à une entente secrète visant à tromper cette même Ville.

**Conclusion**

Cela dit, Qualitas reconnaît une grande utilité aux travaux de la CEIC et formule le souhait que les conclusions qui seront tirées et les rapports qui seront émis permettront une plus grande transparence et impartialité par les organismes publics qui exercent le pouvoir décisionnel d'octroyer les contrats publics importants, tant pour les fournisseurs de biens et services participants à ces contrats que pour les populations qui doivent bénéficier du résultat concret de la réalisation de ceux-ci.

LE TOUT RESPECTUEUSEMENT SOUMIS.

Montréal, le 30 avril 2015



**NORTON ROSE FULBRIGHT CANADA S.E.N.C.R.L., S.R.L.**  
Procureurs de SNC-Lavalin inc.